

Suite de la page 9

Cette transition actuellement en cours et absolument inéluctable — aucun «plan B» n'étant sérieusement envisageable ; d'ailleurs lequel pourrait-il être ? — est caractérisée par une tendance lourde qui, de plus en plus, y occupera une place centrale et en fonde conceptuellement le caractère systémique. C'est le changement progressif de la nature des substrats fondamentaux sur lesquels repose le paradigme structurel de la société et qui, nécessairement, évolueront en passant de logiques de rente — en voie d'extinction — à des logiques de production — en voie d'émergence — notamment sur deux plans.

Au plan économique, d'abord, sa condition de base est celle de la redéfinition radicale des conditions de production durable de la richesse nationale. Le nouveau modèle devra être à la hauteur des exigences, d'une part, d'une offre de travail pendant encore longtemps très élevée et source directe d'un fort potentiel d'instabilité sociale et politique et, d'autre part, d'une compétition mondiale de plus en plus rude à laquelle il devra contribuer par ses propres dynamiques de production de biens, services et connaissances.

De ce point de vue, les capacités effectives de production et d'exportation hors-hydrocarbures de l'Algérie, particulièrement faibles depuis longtemps, ne pourront certainement pas être transformées du jour au lendemain et supposent de très profondes réformes visant à mettre en place un système productif totalement rénové et réellement en mesure, par la mise effective au travail de l'énorme potentiel humain en place, de participer à la compétition internationale. Or, les déficits actuels en la matière demeurent importants et constituent de fortes contraintes s'imposant nécessairement à la nouvelle démarche.

Ainsi, en ce qui concerne un autre indicateur révélateur — celui de la compétitivité globale telle que saisie selon un indice calculé par le Forum économique mondial — l'Algérie est-elle, en 2010, au 86^e rang sur 139 pays considérés ; le premier pays arabe classé, Qatar, est 17^e, l'Arabie saoudite 21^e, la Tunisie, 32^e, le Maroc 75^e et l'Égypte 81^e ; par ailleurs, la Turquie est 61^e, l'Iran 69^e et l'Afrique du Sud 54^e. Comme l'illustrent les difficultés rencontrées par les autres pays du Maghreb, le contexte économique mondial dans les secteurs d'activité qui pourraient éventuellement correspondre à une spécialisation du pays en fonction de ses avantages comparatifs — notamment de faibles coûts de main-d'œuvre — est largement dominé par le très fort dynamisme des économies asiatiques — Chine en tête — qui réduisent de beaucoup les marges de manœuvre dont pourraient disposer de nouveaux outsiders.

Par ailleurs, le nouveau modèle à définir au plan économique devra intégrer, au moins, quatre contraintes désormais absolument incontournables : —une véritable intégration économique maghrébine, impérative pour chacun des pays de la région et dont le faible degré explique aussi pour beaucoup leurs difficultés à s'imposer dans la compétition mondiale, étant donné aussi leur taille limitée qui ne peut autoriser que la poursuite de «bricolages locaux» sans lendemain ; — une forte capacité d'attraction des investissements directs étrangers hors hydrocarbures et hors foncier, étant entendu que les seules capacités nationales, stricto sensu, ne sont pas en mesure, dans les conditions présentes de la compétition mondiale, notamment en raison de leur très faible maîtrise d'impératives contraintes d'ordre technologique et managérial, de mettre en œuvre le nouveau projet ; — la définition et la mise en place d'un système national d'innovation opérationnel fondé sur des processus d'apprentissage social généralisé des logiques de l'économie de la connaissance et ouvert sur les échanges mondiaux ; —les conséquences pour le pays de la double crise globale en cours — écologique et climatique — qui, notamment pour ce qui concerne les ressources en eau, pèse-

ra lourdement sur les conditions, à la fois, de production de biens et de services et de vie des populations. De manière plus générale, pour ce qui concerne l'économie, il faut être conscient que dans le monde qui s'annonce, la connaissance — objectivement concentrée et cristallisée dans tout bien ou service produit et dont elle constitue par excellence la substance même — est de plus en plus appelée à jouer un rôle absolument décisif. De ce point de vue, paraphrasant Clausewitz, je dirai que, désormais, il convient de bien comprendre que, de plus en plus, tout processus de développement conséquent ne pourra plus être que la poursuite de la connaissance par d'autres moyens. De ce point de vue, il doit être clair que l'un des enjeux les plus essentiels de la transition en cours doit absolument être mentionné car, à plus d'un titre, de sa maîtrise dépendra, pour beaucoup, l'évolution d'ensemble de la société : c'est celui de l'enseignement et de la recherche qui doivent être considérés comme des secteurs absolument prioritaires en termes de financement public et dont les performances ne peuvent désormais plus être envisagées qu'eu égard aux meilleures normes mondiales dans les domaines concernés.

Au plan politique, ensuite, avec un triple enjeu central — définition de nouvelles sources de légitimité sociale du pouvoir politique, construction d'un espace public et mise en place d'un système démocratique — le nouveau modèle suppose une rupture permettant la conclusion d'un nouveau «contrat social» redéfinissant les rapports entre citoyens ainsi qu'entre l'Etat et la société sur la base d'une production originale et dynamique de sens, générée par les pratiques de tous et nourrie de toutes les logiques contemporaines. Cette nouvelle problématique politique qui implique nécessairement au plan symbolique un changement radical des méthodes actuelles de gestion des affaires publiques — frappées d'obsolescence tout autant que la génération qui les pratique — doit correspondre aux nouvelles réalités de la société et du monde et non pas à celles, historiquement datées, ayant formé la base symbolique à partir de laquelle a été forgée et instrumentalisée la rente historique évoquée et qui sont complètement dépassées. Les mauvaises performances réalisées par le pays dans beaucoup de domaines essentiels et, en conséquence, le processus objectif de déclassement actuellement en cours qui en affecte le positionnement international, particulièrement en termes de capacités à formuler effectivement un projet d'insertion dynamique dans la mondialisation, mettent clairement en évidence la très faible efficacité du système politique oligarchique en place qui, de plus en plus, apparaît comme totalement inadapté aux dynamiques contemporaines et dont la responsabilité directe eu égard aux nombreux déficits et dysfonctionnements constatés est pleinement engagée.

A propos du rôle politique que joue, de fait, l'armée, en tant qu'institution, il doit être objectivement évalué et redéfini, en toute transparence, dans le cadre du débat sur le fonctionnement d'ensemble des institutions, afin qu'elle puisse clairement contribuer — si la nécessité s'impose — à l'amélioration des performances du système politique renouvelé, dans le respect du contexte démocratique. Face aux processus de dégradation en cours et aux risques, voire aux menaces, de toutes natures, dont ils sont porteurs pour la stabilité du pays, la seule solution est celle de la formulation de réponses rapides et adaptées permettant, au moins, de freiner la régression en cours avant, dans un second temps, d'envisager de retrouver une trajectoire ascendante.

Dans cette perspective, faisant appel aux ressorts de leur intelligence collective, tous les membres de la société devront conclure un nouveau pacte basé sur la confiance et la responsabilité, excluant toute mentalité de rente, de quelque nature qu'elle puisse être, et fondamentalement

basé sur le travail physique et intellectuel comme source de création de richesse et le mérite comme seul facteur de mobilité sociale. Dans une vision plus large — incluant les mondes arabe et musulman — ce pacte doit être en mesure de formuler un projet de modernité capable d'offrir aux nouvelles générations toutes les conditions pour exprimer leurs légitimes attentes en libérant les potentiels de créativité dont elles sont porteuses. Pour relever de tels défis, tout dépendra des capacités de résilience collective de la société, seules en mesure de lui permettre de s'investir dans un nouveau projet qui, tout en valorisant le passé, doit lui accorder le juste statut qui lui revient de former un ensemble de repères constitutifs d'une histoire et d'une identité communes, permettant de mieux baliser et étayer les actions à conduire et aidant par ses dynamiques mêmes à se projeter dans un futur toujours en construction. Et non pas de constituer, en lui-même, une sorte d'horizon permanent, définitivement inscrit en filigrane de toute perspective et obstruant, surtout par sa lecture essentialiste et toutes les pesanteurs qui l'accompagnent, le chemin vers l'avenir.

En tout état de cause, étant donné le caractère inéluctable des processus de transition déjà objectivement engagés, aucune stratégie de contournement des nécessaires réformes à entreprendre — au demeurant, aussi illusoire que vaine — n'est désormais possible et deux facteurs, très étroitement corrélés, vont désormais jouer un rôle tout à fait déterminant : le temps et la maîtrise. Le temps, d'abord car, comme l'enseigne l'histoire, plus les réformes devant assurer un déroulement relativement souple et sans heurt majeur des transitions sont différées et plus elles deviennent difficiles à mettre en œuvre et ont un coût élevé, quel que soit le domaine spécifique considéré. La maîtrise, ensuite, parce que l'extrême complexité des processus concernés, notamment en raison de la multiplicité des acteurs concernés, suppose que leur déroulement ne puisse être livré à la seule logique d'intérêts particuliers débridés, sans aucune vision globale, socialement légitime et crédible, visant à assurer une cohésion d'ensemble de la démarche entreprise pour en garantir le succès final. De toute évidence, les multiples contraintes — de toutes natures et tant endogènes qu'exogènes — appelées à peser sur la transition systémique de la société algérienne vers l'inéluctable contexte post-rentier en feront un parcours très difficile. Et c'est pourquoi l'un des enjeux essentiels à venir en termes de gestion d'ensemble par tous les acteurs potentiels concernés — étatiques et non étatiques — des processus concernés est de faire que cette transition aboutisse avec succès ; soit, sans trop d'épisodes chaotiques.

D'autant que, tout au long de son déroulement, elle sera régulièrement marquée par de nombreuses phases de tensions, plus ou moins aiguës mais incontournables, en fonction des divers ajustements opérés par tous les acteurs sociaux concernés en vue de défendre leurs intérêts par la renégociation de leurs positionnements respectifs.

C'est dire si les événements de ce début d'année ne constituent qu'un moment dans une longue transition systémique déjà engagée, et dont les difficultés à venir seront à la hauteur de l'importance des enjeux de société qui se jouent, d'abord, au plan interne et qui se formulent en termes de nécessaire maintien de la cohésion de la société, voire aussi de celle du cadre national lui-même. Mais qui, tous d'une manière ou d'une autre, auront également un impact direct, d'une part, sur les capacités effectives du pays à renégocier avantageusement son positionnement stratégique dans un environnement international en mutation et, d'autre part, sur les divers espaces auxquels il appartient (Maghreb, monde arabe) ainsi que ceux dont il est proche et avec lesquels, notamment par la densité des échanges humains, il vit en étroite symbiose (Sahel, Europe).

N. S.